

DE LA CRISE ACTUELLE DU SYSTÈME A L'URGENCE DU PROGRAMME COMMUN

PAUL BOCCARA

Le 15 janvier 1974 s'est déroulé à la salle de la Mutualité, à Paris, un débat entre Paul Boccara, rédacteur en chef de notre revue, membre du Comité central du Parti communiste français et Michel Bassi, rédacteur en chef adjoint du « Figaro », Jean-François Kahn, éditorialiste à Europe N° 1 et Roger Priouret, éditorialiste à « l'Express » et chroniqueur à R.T.L., autour du livre récemment publié de Paul Boccara : « Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue » —. Ce débat organisé par les Editions Sociales et notre revue et présidé par Lucien Sève, directeur des Editions Sociales et Jean Fabre, directeur politique de notre revue, tous deux membres du Comité central du Parti communiste français, connut un vif succès : plus de 1.000 personnes furent 3 heures durant les auditeurs attentifs d'une discussion extrêmement animée, marquée tout particulièrement par la rigueur et la vivacité des interventions de notre camarade.

Nos lecteurs trouveront ici l'intervention préliminaire de Paul Boccara (1).

1. Cette introduction à la discussion a constitué une première présentation de l'ouvrage dans le cadre de l'actualité politique immédiate. La discussion a permis d'enrichir encore cette présentation sur plusieurs points, sur lesquels notre revue aura l'occasion de revenir.

LA CRISE, L'ISSUE POLITIQUE ET LA RECHERCHE THEORIQUE

La conscience de la crise du système

En novembre 1971, M. Pompidou, évoquant dans un discours à l'U.N.E.S.C.O. la « société désaccordée et mise en cause », prétendait : « La question, à mon sens, n'est ni économique ni politique. Elle est morale et métaphysique ».

C'était le moment où l'on commençait à parler de la « crise de civilisation ».

En fait, c'est le capitalisme qui est en cause. Dès février 1970, le XIX^e Congrès du P.C.F. se réfère plus exactement à la « crise du capitalisme monopoliste d'Etat ».

Dans un exposé de novembre 1967, prononcé dans cette Mutualité, lors de la VI^e semaine de la Pensée marxiste, j'indiquais : « Le capitalisme monopoliste d'Etat tend de nouveau, dans le moment présent, à un blocage des conditions structurelles de la croissance », et j'évoquais « la fin éventuelle de la phase ascendante du cycle long, dit Kondratieff, de l'économie capitaliste d'après-guerre et... le ralentissement structurel nouveau ».

Une étude publiée en janvier-février 1970, reprise dans l'ouvrage dont nous débattons ce soir, a pu préciser :

« La crise du C.M.E., qui ne fait que débiter, est une crise de structure (...). Cette crise de structure correspond à un tournant de l'atmosphère ou des conditions générales de la conjoncture (...).

Ces conditions passent de celles d'une longue phase aux difficultés économiques relativement peu fréquentes et faciles à surmonter, à celles d'une phase aux difficultés plus fréquentes et plus difficiles à surmonter (...).

Cette crise structurelle et ce changement de la conjoncture de longue période ne suppriment pas le renouvellement des hauts et des bas de la conjoncture de moyenne période. Ensuite (ceci est écrit en 1970), nous n'en serions encore qu'au tournant, étalé lui-même sur quelques années ».

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Selon M. Boissonnat dans son éditorial du numéro de décembre 1973 de « l'Expansion » : « Tout se passe comme si le tocsin venait de sonner sur le monde occidental ! ». Agitant la menace de catastrophe, il s'exclame : « L'économie occidentale risque de s'effondrer simplement parce qu'une demi-douzaine de petits pays la privent de pétrole ».

Puis, s'exprimant de façon plus raisonnable, il reconnaît : « Nous vivons la fin d'une époque. Ce n'est pas d'une nouvelle politique

conjoncturelle dont nous aurons le plus besoin ; mais d'une nouvelle conception des structures de l'économie et de la société. Tâche de longue haleine... ».

En fait, ce que l'on appelle « la crise de l'énergie » peut constituer une sorte de révélateur de la crise de structure de l'économie capitaliste contemporaine pour les grandes masses.

Déjà, le 31 août 1973, évoquant notamment la gravité de la crise du système monétaire capitaliste, dans un éditorial de la revue « Entreprise », Henri Lepage avait pu écrire (avant les événements pétroliers récents) : « Croyez-vous à la crise ?... Telle est la grande question qui hante la rentrée. A condition de bien s'entendre sur le contenu que nous donnons au mot crise, la réponse ne nous paraît pas faire de doute : la crise, nous y sommes déjà ! Le monde occidental — précisait-il — est le théâtre d'une fantastique pagaille... avec des dérèglements, distorsions et dislocations de marché comme nous n'en avons jamais vu... une chute libre du degré de crédibilité des politiques économiques... ».

L'issue politique et le programme

Cependant, l'utilisation du choc des hausses du pétrole, répercutées avec l'augmentation scandaleuse des profits des grandes sociétés pétrolières et du produit de la fiscalité, vise à faire oublier l'accélération bien antérieure de l'inflation caractérisant toute l'année 1973.

Même si on généralise la question des difficultés pétrolières à l'ensemble des matières premières, on vise à mettre en cause des fatalités physiques naturelles ou encore l'alibi des politiques étrangères, de façon à dédouaner le système et la politique du pouvoir en France pour justifier l'aggravation de la même politique aggravant la crise du système avec l'austérité sur le dos des travailleurs.

Ou encore, si on se prétend critique, tout en s'opposant aux changements fondamentaux nécessaires, on découvre tout à coup, comme l'écrit M. Lecanuet dans « Le Monde » du 10 janvier, qu' « il ne s'agit pas d'une crise de conjoncture, mais de structure » mais pour conserver la structure actuelle.

Tout en évoquant sans sourciller la sclérose de la pensée économique marxiste, M. Lecanuet propose un programme de changement **minimum**, pour l'opposer au Programme commun et aux transformations démocratiques profondes de structures qu'il prévoit, seule réponse de fond à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, dont l'étude a fourni précisément la base. Il contribue ainsi de toutes ses forces à empêcher les changements nécessaires et à perpétuer les maux du système.

A l'inverse, d'autres, s'avisant tout à coup de la gravité de la crise du système sur le plan de la production, en prennent

argument pour répéter qu'il faut un programme plus anticapitaliste que le Programme commun, alors que celui-ci permet d'en finir avec la domination de notre pays par les plus grandes sociétés monopolistes favorisés par l'Etat oligarchique et de nous engager, de façon effective, dans la voie des transformations démocratiques et révolutionnaires.

La recherche pour éclairer la crise et son issue

C'est, au contraire, d'une recherche en profondeur et de longue haleine sur le capitalisme contemporain que part notre critique du système actuel. Il s'agit d'un capitalisme très mûr, où les grandes sociétés monopolistes dominent, et où l'action systématique de l'Etat et d'un secteur public développé vise à favoriser leurs profits et leurs capitaux — d'où l'expression de capitalisme monopoliste d'Etat —. C'est cette recherche que l'on retrouve dans l'ouvrage « Etudes sur le C.M.E., sa crise et son issue », dont nous discutons aujourd'hui. Ce recueil d'études se situe, d'ailleurs, dans tout le courant de recherche impulsé par la revue « Economie et Politique » depuis 1960 environ.

C'est cette recherche qui a prouvé sa fécondité en annonçant la crise dès la fin de 1967 et en commençant à l'analyser systématiquement en 1968, à la veille même des événements de mai.

Ce sont ces recherches, exprimées dans la revue « Economie et Politique », qui sont à la base du programme du Parti communiste « Changer de Cap » et de sa contribution au Programme commun.

Ces recherches se sont efforcées de développer l'analyse classique du capitalisme faite par Karl Marx, à la lumière surtout des conditions de la France contemporaine. Elles visaient à élaborer la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, dont la nouveauté avait seulement commencé à être analysée par Lénine, vers la fin de sa vie, surtout d'après l'exemple de l'Allemagne.

Il ne s'agit pas d'une simple description de ce type d'économie dont la France fournit un exemple remarquable mais non unique.

Nous avons effectué une analyse proprement théorique, nous efforçant de développer à cette fin la théorie marxiste elle-même, tout en tenant compte des leçons de l'analyse critique des autres conceptions économiques. Cette analyse visait à expliquer la nécessité de l'apparition et du développement de cette phase du capitalisme, pour en prévoir le déroulement ultérieur. Elle explique cette nécessité du C.M.E. à partir des difficultés économiques profondes, résultant de la tendance à la suraccumulation durable des capitaux de l'entre-deux-guerres.

APERÇU DE L'ANALYSE THEORIQUE CONDUISANT AUX LUTTES ACTUELLES POUR LE PROGRAMME COMMUN

De la suraccumulation à la crise du C.M.E.

Je me risque ici à donner, en quelques minutes, un aperçu très caricatural de l'explication théorique du C.M.E., de sa crise et de l'issue de cette crise, avancée dans mon ouvrage. J'espère que M. Bassi, M. Kahn et M. Priouret, qui ont bien voulu débattre de mon livre ce soir, par les questions qui me seront posées et par les objections qui me seront faites, permettront d'éclaircir davantage cette explication et sa portée politique.

Il faut partir de la notion de suraccumulation des capitaux.

Suraccumulation ?

Cela signifie excès d'accumulation des capitaux par rapport au profit possible pour les rémunérer. Cet excès d'accumulation des capitaux résulte du fait que le but déterminant de la production capitaliste est l'accumulation de la richesse privée et sa fructification par le profit et non la satisfaction des besoins des diverses catégories de travailleurs. Cette suraccumulation se manifeste dans les crises de surproduction et les récessions périodiques de la production capitaliste.

Cependant, on constate historiquement qu'après une longue phase, de 25 à 30 ans environ, où les crises sont peu importantes et les dépressions consécutives courtes, tandis que l'essor facile domine pendant toute la période, on passe à une longue phase d'allure différente où les crises sont plus importantes, où du moins les difficultés et les dépressions sont plus durables. On constate, par exemple, cette longue phase de tendance aux difficultés plus fréquentes, à la fin du 19^e siècle, de 1873 à 1895 environ. Alors, l'excès d'accumulation des capitaux est devenu très profond et relativement durable.

C'est au cours de cette longue phase de tendance aux difficultés de la fin du 19^e siècle, que le capitalisme pleinement concurrentiel connaît des transformations de structures profondes, à travers les luttes sociales, avec notamment le développement des sociétés monopolistes, les trusts et les cartels, ainsi que l'exportation systématique des capitaux dans les pays colonisés de l'impérialisme.

L'excès durable d'accumulation dans les pays capitalistes est résolu :

— par l'exportation des capitaux, avec la recherche de nouvelles sources de profit, grâce à l'exploitation des travailleurs des pays sous-développés et aux nouvelles conditions de rendement permises par le pillage de leurs ressources naturelles.

Cet excès durable d'accumulation est aussi résolu :

— par l'effort de domination du marché par une catégorie d'entreprises ou de groupements capitalistes géants ; pour faire peser les difficultés de l'insuffisance du profit sur les petits et moyens entrepreneurs ; et pour protéger leurs investissements fixes dont l'effet sur la productivité est lointain.

Cependant, ces transformations de structure — conduisant à l'impérialisme et au capitalisme monopoliste simple — vont permettre une nouvelle longue phase de tendance à l'essor facile. C'est la Belle époque (pour les capitalistes) de 1896 à 1914. En favorisant l'accumulation rapide des grands capitaux privés, ces transformations vont, néanmoins, conduire à **une nouvelle suraccumulation profonde et durable** : ce sont les difficultés de l'entre-deux guerres, de 1914 à 1944 environ.

Alors, au milieu des luttes de classe, interviennent les transformations de structure — tenant au développement massif du secteur public et de l'intervention de l'Etat — avec la transformation du capitalisme monopoliste simple en capitalisme monopoliste d'Etat.

L'excès d'accumulation durable est provisoirement résolu non seulement par les anciennes méthodes, mais aussi par le développement du rôle du capital public — qu'il s'agisse d'une entreprise nationalisée ou de fonds publics donnés en subvention ou prêtés à des taux de faveur à une grande entreprise privée.

En effet, le capital public ne réclame pas pour lui le profit courant. Il peut même accepter un profit nul, voire un déficit couvert par l'impôt ou des subventions inflationnistes.

Dans ces conditions, une grande masse (bien que minoritaire) du capital engagé dans la production ne réclame plus le profit courant. Cela permet de relever d'autant le profit des grandes entreprises privées dominantes. Il faut aussi faire intervenir les économies d'investissement par rapport au produit (dues à la rationalisation des investissements à l'échelle nationale par les entreprises nationalisées) ainsi que tous les autres types de dépense publique.

Toutefois, puisque le système tend à favoriser directement ou indirectement, sous prétexte d'intérêt général, les profits et leur accumulation en capitaux par les grands groupes capitalistes privés, on doit de nouveau aboutir à une situation de suraccumulation profonde et durable. C'est ce qui se produit à partir de 1967-969, avec le début de la crise du C.M.E. lui-même.

La profondeur originale de la crise du C.M.E.

Cette crise de structure nouvelle est beaucoup plus profonde et beaucoup plus originale que les précédentes. C'est cette originalité que traduisent d'ailleurs, à leur façon, les présentations biaisées de la crise, sous forme de crise de civilisation (morale) ou de crise de la société de consommation ou encore de crise écologique (des ressources naturelles, etc.).

Cette profondeur résulte, entre autres facteurs explicatifs, des débuts de la révolution technique de l'automatisation et de la révolution scientifique.

Dans le mode de production capitaliste, le progrès de la productivité du travail (base de toute civilisation) se fait de façon prédominante en augmentant les dépenses pour l'accumulation des moyens de production. En d'autres termes, il s'agit d'augmenter la masse du travail cristallisé dans les machines pour élever la productivité du travail vivant, le produit par tête de travailleur.

Cette façon de faire correspond essentiellement à la technique issue de la Révolution industrielle du XVIII^e siècle. Elle correspond aussi au but déterminant de croissance des fortunes privées accumulées à partir du profit résultant de la plus-value, de l'exploitation de la force de travail : c'est la justification historique du capitalisme.

Cette accumulation de moyens de production permet aussi d'élever la plus-value, car en élevant la productivité du travail elle élève la différence entre le salaire et la valeur ajoutée par l'ouvrier dans son travail.

C'est ainsi que devant les difficultés périodiques de la surproduction et de la suraccumulation, on peut facilement répondre, dans un premier temps, par l'élévation de la plus-value source du profit, et par le débouché accru surtout pour les moyens de production.

Mais à force d'accumuler des moyens de production, il arrive un moment où cette solution facile n'est plus possible. En effet, les limites du travail vivant utilisé s'opposent à la croissance indéfinie de masse formidable de capitaux mis en valeur. Même si toute la valeur ajoutée fournissait la plus-value et si le salaire était égal à zéro (ce qui, bien sûr, est impossible), on arriverait à une limite de croissance de la plus-value produite par le travailleur pour rémunérer le capital sans cesse grossissant.

Les dépenses en travail accrues pour les moyens de production colossaux tendent finalement à freiner la productivité du travail total (travail contenu dans les moyens de production et travail nouveau vivant).

C'est la base de la suraccumulation profonde et durable des longues phases de difficultés.

C'est alors que, comme dans l'entre-deux-guerres, on s'aperçoit que la façon dominante de faire progresser la productivité dans le capitalisme n'est pas la seule possible, mais qu'elle est relative à certaines conditions historiques.

On peut faire progresser la productivité en augmentant ou pas de façon prédominante les dépenses pour les moyens de production, mais les dépenses pour les hommes, leur éducation, leurs conditions de vie et de travail, leur science, ainsi que d'ailleurs leur temps libre pour la formation, et au contraire en faisant des économies sur les dépenses en moyens de production et en matières par rapport au produit utile qui en résulte.

Des économies de ce type tendent progressivement, sous la pression de la concurrence, à s'effectuer avec ce que l'on appelait la « rationalisation de crise » de l'entre-deux-guerres.

Mais le système ayant pour but l'accumulation globale des capitaux, il semble alors, dans les années 1930, être devenu fou.

L'insuffisance du débouché global de la production pour l'accumulation en moyens de production explique la surproduction des années 1930. Elle explique les immenses masses de capitaux liquides ne trouvant pas à s'investir (masses déjà considérables dans les années 1920) à la recherche des profits de la spéculation, de la thésaurisation en or. Ainsi s'explique aussi le chômage massif des années 1930 : les grandes économies de travail pour les moyens de production aboutissent au chômage durable, étant donné les limites du débouché de la consommation des travailleurs.

Le capitalisme monopoliste d'Etat va faire la part du feu pour sauver le système (tandis que d'autres pays passent au même moment au socialisme). Le C.M.E. utilise notamment :

— le développement du secteur public dans les produits de base (comme l'énergie et les transports) dans les pays capitalistes développés ;

— la croissance des dépenses publiques pour l'éducation de masse et la recherche scientifique et technique ;

— les dépenses publiques pour les soi-disant « aides » aux pays sous-développés, visant notamment à décharger les capitaux privé des infrastructures nécessaires à l'exploitation renforcée de leurs ressources naturelles.

Toutefois, en singeant ainsi le socialisme pour permettre la poursuite de l'exploitation capitaliste, le capitalisme pousse à sa limite le progrès des forces productives dans le cadre du système. Désormais, avec les débuts de la révolution de l'automatisation et de la révolution scientifique :

— d'une part, le gaspillage de l'accumulation des capitaux devient intolérable (y compris les gaspillages des dépenses non

productives de la concurrence monopoliste comme celles de publicité excessive ou de différenciation excessive des produits) ; — d'autre part, les prélèvements publics (comme ceux pour l'éducation et la recherche) contribuent aux difficultés du taux de profit et sont rationnés par rapport aux besoins croissant rapidement.

Désormais, il ne suffirait plus de faire la part du feu. Il faut que prédomine un nouveau type de croissance de la productivité, faire progressivement prédominer les dépenses pour les hommes et non pour les moyens de production.

D'ailleurs, l'accumulation des capitaux liquides spéculatifs est incomparablement plus importante que dans les années 1920 ; les limites du rendement des ressources naturelles, dans les conditions faisant prédominer l'accumulation des moyens de production, sont incomparablement plus grandes ; les limites de l'exploitation des travailleurs — dont on parle moins (officiellement) et pour cause — sont encore plus graves : il s'agit de la détérioration de la qualité de la vie et aussi de l'insuffisance inouïe par rapport aux besoins de la promotion, de la qualification, de l'éducation et de la recherche de masse, du temps libre pour le développement des individus.

Nouvelle logique du Programme commun et conclusions politiques

C'est pourquoi nous concluons que la rupture avec la domination du C.M.E. à l'échelle nationale et internationale, de la domination du but déterminant de l'accumulation de capitaux et de leur profit, est nécessaire pour sortir véritablement de la crise.

Le programme du P.C.F. : « Changer de Cap », puis le Programme commun ont été fondés sur des analyses convergentes de la crise du C.M.E. et de ses perspectives de développement. D'où le caractère profondément réaliste des orientations du Programme commun. D'où son actualité plus grande que jamais avec l'approfondissement et la précision actuelle de la crise du système, même s'il peut et doit être encore enrichi. Ce caractère réaliste résulte, entre autres, du seuil minimum de nationalisations qui est réclamé.

Il ne s'agit pas d'un chambardement maximum visant à une surenchère anti-capitaliste irréaliste. Mais il ne s'agit pas non plus des changements superficiels, proposés à droite, et qui, visant à calmer quelques maux apparents pour conserver la gangrène du système, sont les meilleurs atouts de l'aggravation de la crise. Seulement 1 % des entreprises françaises — les monopoleurs des secteurs-clés — seront nouvellement nationalisés, mais le nouveau secteur public représentera plus de la moitié de l'investissement industriel en France, environ les

trois quarts de la recherche scientifique et industrielle (« recherche-développement »), si l'on s'en tient aux proportions actuelles.

Dans ces conditions, une nouvelle logique de la croissance sera possible, faisant graduellement prédominer le développement et les responsabilités des travailleurs.

Cette démocratie économique et politique nouvelle que nous proposons rendra possible un développement ultérieur, de façon démocratique, vers un socialisme original, à la française. Tel est le sens de notre **Défi démocratique**.

Ces transformations nationales s'insèrent dans le cadre d'une lutte pour un « nouveau type de relations internationales » à l'échelle mondiale. Ce nouveau type de relations déjà proposé dans le Programme commun a été encore précisé par la session du Comité central du Parti communiste français du 13 septembre dernier, concernant notamment les relations avec les pays sous-développés, les pays socialistes, les pays d'Europe occidentale et les États-Unis, pour empêcher la domination des sociétés monopolistes internationales sur nos relations internationales.

Ces nouvelles relations internationales ont commencé à faire — avant même les événements du Proche-Orient — l'objet de discussions de travail entre les partis signataires du Programme commun, pour des précisions nouvelles de celui-ci dans le cadre de ses orientations fondamentales qui sont plus nécessaires que jamais.

Cependant, un bon programme — même si on s'efforce de le fonder, le plus possible, sur une conscience que nous prétendons scientifique de la crise actuelle du système — ne suffit pas à la solution.

L'application de ce programme dépend de la prise de conscience dans les luttes de la convergence d'intérêt de toutes les catégories de travailleurs, contre la domination des grands groupes monopolistes, et de l'alliance qui peut se nouer dans les actions convergentes entre la masse de la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs salariés, tout particulièrement les travailleurs intellectuels, entre la masse majoritaire des salariés et les travailleurs dits indépendants.

Le succès et l'application du Programme permettant de sortir de la crise actuelle dépend aussi de la lutte des idées nouvelles contre les idées anciennes, les idées reçues qui ont pour elles la force des préjugés et de l'inertie, ces forces redoutables de l'Histoire !